

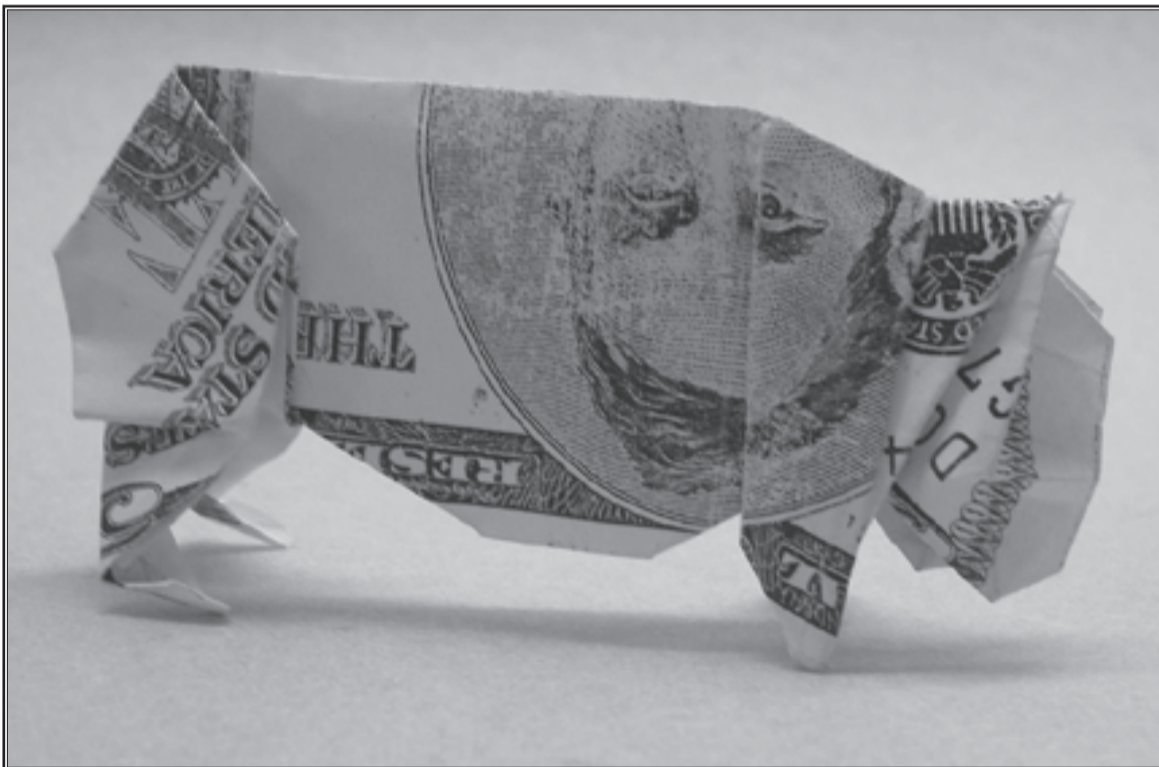
LE CITOYEN

"LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT"

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 33 | Décembre 2009

COPENHAGUE PORTE LE CAPITALISME VERT SUR SES FONTS BAPTISMAUX



Ils sont venus, ils sont tous là, pour une belle photo de famille. Quelle famille que celle du capitalisme triomphant qui transmute le carbone en euros et en dollars ! Vive la pollution, vive la couche d'ozone, vive le réchauffement climatique et vive ceux qui, pour en faire commerce, bénéficient de l'ensemble des médias planétaires. Il fallait faire peur aux pauvres et aux moins pauvres. C'est fait. Avec les mêmes images de la banquise qui s'écroule et de ce bel ours blanc qui dérive sur un morceau de glace. Bravo ! Joli scénario. La Terre se meurt et l'homme — c'est à dire, vous et moi, mais sûrement pas les multinationales — en est le seul responsable ! Vous n'aviez qu'à éteindre la lumière du couloir avant de partir ! Vous n'aviez qu'à ne pas laisser votre téléviseur ou votre ordinateur en veille le soir ! Vous n'aviez qu'à acheter des ampoules basse consommation ! Vous n'aviez qu'à recycler vos déchets ! Vous n'aviez qu'à rouler à vélo ! Vous n'aviez qu'à prendre le train — même s'il a été supprimé car il n'était pas rentable ! Vous n'aviez qu'à vous chauffer à l'électricité nucléaire fournie par un prestataire privé, de préférence ! Vous n'aviez qu'à ne pas manger autant de viande de bovins dont les flatulences ignobles percent la couche d'ozone ! Vous n'aviez qu'à ne pas acheter cette belle salle à manger dont le bois, à coup sûr, provient de la déforestation de la forêt primaire ! Vous auriez dû faire l'impasse sur votre pot de yaourt qui fait en moyenne 7 600 kilomètres pour venir échouer dans votre assiette ! Non, mais, puisqu'on vous le dit ! Vous n'êtes pas raisonnables du tout, vous les humains ! Même Sarkozy vous le dit ! Vous n'êtes pas du tout, du tout responsables. A la limite du laxisme même ! C'est à cause de vous que les océans vont monter de plusieurs mètres, envahissant, de ce fait, des pans entiers de votre beau pays en noyant femmes, enfants, vieillards et chômeurs ou autres crève la faim ! Oui. Vous l'avez bien entendu, c'est à cause de vous ! Même Cohn Bendit vous l'a dit, et vous avez été nombreux à voter pour lui ! Et Nicolas Hulot, il vous le dit aussi en vous fourguant ses déodorants et autres produits dérivés ! Même Greenpeace vous le dit dans ses campagnes médiatiques : vous êtes responsables... Vous polluez trop... Coupable ! Coupable ! Oui, coupable, même vous le chômeur aux fins et aux débuts de mois difficiles, même vous qui dormez dans la rue ! Tout est de votre faute ! Tout ! Et pourtant... Et pourtant, personne ne vous le dit, mais... Nous allons vous faire une confidence : tout ce qui arrive à notre pauvre planète, alors bien sur, vous êtes un

Suite au bas de la page 4

NOUS SOUHAITONS À NOS LECTEURS

TOUS NOS VOEUX DE BONHEUR, DE SANTÉ ET DE
LUTTE POUR UN MONDE MEILLEUR
DÉBARASSÉ DU CAPITALISME.

La peur comme fond de commerce

Le monde dans lequel nous vivons n'a jamais été aussi sûr et le citoyen français, où qu'il habite, n'a jamais été aussi protégé qu'aujourd'hui. Et pourtant...

Si l'on analyse l'information distillée par l'ensemble des médias de l'hexagone, il semblerait que nous vivions dans une espèce de jungle peuplée de pédophiles, de violeurs, de terroristes et autres fines lames exerçant chaque nuit - et même en plein jour - au cœur même de nos villes.

Normal ! Tous les journaux télévisés débutent par une série de faits-divers tous aussi crapuleux et glauques les uns que les autres. Le temps d'information qui leur est consacré est plus que disproportionné au regard d'autres informations tout aussi capitales. Si l'on fait le ratio, par rapport à la population française, l'on s'apercevra vite que ces phénomènes sont plus que marginaux au comparés à la délinquance en col blanc !

Terroriser la population à travers les faits-divers, la « pandémie » grippale, les pseudo « terroristes de Tarnac », les musulmans, les sectes, les suicides, la perte de son emploi... ; la culpabiliser en prenant appui, en vrac, sur l'alcoolisme, le tabac, l'obésité, le SIDA, le chômage... participent à cette stratégie de la peur qui a largement fait ses preuves au cours des années écoulées. Stratégie qui jadis faisait croître de Front National qui, en se maintenant au 2ème tour des élections, favorisait le pouvoir en place.

Aujourd'hui que L'UMP et son omniprésident, en particulier, chasse ouvertement sur les terres de l'extrême-droite en recyclant ses idées nauséabondes, il n'y a pas à s'étonner que tout devienne prétexte à flatter les plus bas instincts de l'être humain, pourvu ce que cela serve à dresser les individus ou les groupes d'individus les uns contre les autres. Et la dernière tribune de M. Sarkozy dans le Monde nous donne raison.

Si le rôle du Président de la République, qui devrait être celui de tous les Français, ne consiste plus à rassembler tous nos compatriotes - au delà de leurs différences - afin que chacun d'eux se sente porteur de la même identité, quelle que soit sa place et son rôle dans la société, alors nous ne sommes désormais, ni en République, ni en démocratie.

Il restera à nommer ce type de gouvernance qui consiste à mêler le rôle de Président de la République à celui de chef du parti majoritaire tout en s'appropriant les institutions à des fins personnelles, familiales ou partisans.

Le terme de ploutocratie n'en désignant qu'une partie, nous laissons le lecteur réfléchir à celui qui conviendrait le mieux en se remémorant l'histoire récente de notre pays et de certains autres... et aussi le bruit des bottes.

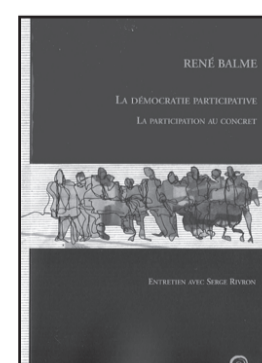
René BALME

SOMMAIRE

LE CAPITALISME VERT À COPENHAGUE PAGE 1 et 4

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES PAGE 2

L'UMP EN FLAGRANT DÉLIT DE MENSONGE PAGE 3



LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE La participation au concret

Tel est le titre du dernier ouvrage de René Balme publié aux éditions La Passe du Vent. Tout au long de l'entretien qu'il a accordé à Serge Rivron, le maire de Grigny nous entraîne au cœur de l'expérience qu'il a su développer avec les habitants.

■ 12 euros chez les bons libraires, dans toutes les librairies en ligne ou auprès de l'auteur.

en bref

LEGITIMITÉ

La déclaration de « Grigny Ensemble », rédigée par on ne sait qui, vaut son pesant d'or. Ainsi, on apprend que « un contre-pouvoir est d'autant plus nécessaire, quand l'élection manque de légitimité ». Et la majorité absolue des suffrages exprimés en faveur de la Gauche? Et le tribunal administratif qui a débouté la demande de Xavier Odo? Ce n'est pas légitime, ça? Pour ce qui est du contre-pouvoir, il faudrait d'abord une opposition plus disciplinée et surtout plus constructive. Dans ce domaine, nous n'attendons plus le moindre signe de leur part, car là encore, il faut leur rendre cette justice: nous n'avons jamais rien obtenu.

DÉMOCRATIE

« Cette Démocratie en France n'est ni populaire, ni participative, ni absolutive. » Telle est la vision démocratique des élus de « Grigny Ensemble ». Ils vont être contents les Grignerots qui ont voté les 1 433 000 euros du budget participatif! « La démocratie est représentative, car à ce jour, c'est la seule valable dans notre République. », poursuivent les élus de la droite lors d'une déclaration en conseil municipal. Représentative? Quand on voit la situation dans laquelle est le pays, on comprend pourquoi de plus en plus de municipalités consultent le maire de Grigny pour instaurer à leur tour la démocratie participative. Rappelons tout de même aux élus de l'opposition, que la démocratie se révèle efficace par la présence de TOUS les élus en Conseil Municipal, et non pas par la fuite de certains.

QUAND L'UMP S'EN VA, LA DROITE EST TOUJOURS LÀ

Comme les élus de la droite avaient fui les débats, lors du dernier Conseil Municipal, Mamar Djeroro s'est chargé de les remplacer. Ainsi, dès la première délibération, le « premier des socialistes » s'est évertué à accuser le maire de mensonges et de manipulations. Ne manquant pas d'imiter l'UMP Xavier Odo qui était absent. La teneur des propos diffamatoires et le ton employé par ce clone de la Droite ont conduit le président du groupe Front de Gauche à demander au maire, une suspension de séance. Dès la reprise des débats, la délibération a été adoptée... à l'unanimité! Décidément, Djeroro ne sait plus où il en est.

LE LIÈVRE ET LA TORTUE

Samedi 5 décembre, Ségolène Royal a lancé un appel pour les prochaines élections régionales au « centriste » François Bayrou, président du MODEM. Croit-elle avoir pris de l'avance vis-à-vis du PS pour s'acoquiner avec la droite? Faux! À Grigny, le « premier des socialistes », Mamar Djeroro, n'a pas attendu si longtemps pour fricoter avec les élus de la droite: il parle même à leur place, et il pose les mêmes questions en conseil municipal! Bienvenue à l'UMP, compagnon! Besson, Kouchner, Lang ont ouvert le chemin de la trahison. La voie est plus simple pour Djeroro.

CLAP DE FIN

Suite logique et attendue dans le bras de fer qui oppose le « 1er des socialistes » (il est interdit de rire!) grignerot à la municipalité en place: les 17 élus des groupes du Front de Gauche et des Personnalités Locales et Socialistes de Grigny, dans une lettre pétition ont demandé au maire d'exclure définitivement Mamar Djeroro de la majorité municipale. Au moins les choses seront claires désormais.

AUX SUISSES LES MINARETS, À L'UMP ET CONSORTS LA BURQA

Une campagne d'affichage sauvage nous ramène dans les heures les plus sombres de notre histoire. L'UMP nous gratifie d'une affiche que ne renierait pas Gobèls himself! Quand il s'agit de faire peur au peuple en stigmatisant quelques femmes égarées qui choisissent le port de la burqa, plus par provocation que par idéologie religieuse, des élus de tous bords se retrouvent auprès de l'UMP et de son inénarrable ministre de l'immigration. L'intelligence fait, du coup, un grand pas... en arrière.

Réforme territoriale : le glas de la démocratie

POLITIQUE

par Christian GOUBERT

Trop d'élus! Trop payés! Trop d'impôts locaux!... Pour justifier ses réformes (Loi sur le Grand Paris, réforme territoriale, suppression de la taxe professionnelle), l'Etat UMP se justifie par des arguments totalement infondés et populistes.

Derrière une volonté de simplification administrative et d'efficacité économique, l'UMP n'a qu'un seul objectif: en découdre avec la décentralisation et mettre au pas les collectivités locales que sont les communes, les départements et les régions très majoritairement à Gauche.

En réduisant considérablement les moyens financiers des collectivités, ces réformes menacent directement les services publics de proximité (petite enfance, éducation, jeunesse, aides aux associations, aide sociale...) qui réparent localement la politique de casse mise en œuvre par la Droite. LE CITOYEN vous présente la vérité rétablie, faits et chiffres à l'appui.

■ Il y a trop d'élus en France? C'est faux! Les élus, dont la plupart sont bénévoles sont des piliers de la démocratie locale, car ils permettent aux citoyens d'être représentés aux trois niveaux de décision: les communes, les départements et les régions.

■ Les élus des collectivités locales coûtent trop cher? C'est faux! Les indemnités des élus locaux représentent 0,4 % du budget des collectivités locales, et ce chiffre ne connaît pas d'augmentation.

■ Les collectivités locales sont trop endettées? C'est faux! En comparaison avec l'Etat, les collectivités locales sont très peu endettées. Leur dette ne représente que 5,5 % de la richesse nationale (Produit Intérieur Brut), soit presque dix fois moins que l'Etat. En revanche, ces collectivités locales assurent 73% de l'investissement public en France dans des domaines tels que les transports, l'enseignement, la santé, etc... Sans elles, beaucoup d'infrastructures ne verraient pas le jour.

■ La décentralisation a créé un « mille feuilles administratif » unique en Europe? C'est faux! La totalité des grands pays européens ont eux aussi trois niveaux de décision correspondant aux régions, départements, et communes.

■ La suppression de la taxe professionnelle pénalisera les collectivités locales? C'est vrai! Car même si Nicolas Sarkozy s'est engagé à compenser la perte de ces recettes, tout le monde sait que cette compensation ne peut s'inscrire dans la durée. Pour preuve: la Dotation



Globale de Fonctionnement ne suit plus l'inflation depuis plusieurs années, et son mode d'attribution a changé au détriment des communes. D'autre part, la loi de finance 2010 prévoit un budget de l'Etat en inadéquation avec la période de crise. La répartition de ce budget qui ne fera qu'aggraver les déficits qui n'auront d'autres répercussions que la hausse des impôts locaux. Par ailleurs, quel sera l'intérêt des collectivités locales à engager des financements de Zones Industrielles, sans avoir le moindre retour sur l'investissement que constitue la T.P.? Sa suppression sera, à coup sur, très néfaste pour l'emploi. Le seul recours pour les collectivités sera d'augmenter la fiscalité locale et notamment la taxe d'Habitation, pour maintenir la même qualité et la même quantité de services publics de proximité.

Certains lecteurs du CITOYEN vont croire que nous souffrons une fois de plus de paranoïa. Aussi, pour étayer nos arguments, voici d'autres exemples locaux concrets:

■ Sans la compensation de la taxe professionnelle reversée par la Grand Lyon, comment la Municipalité de Grigny financera-t-elle certains services à la population?

■ Quels services devons-nous supprimer? Le portage des repas à domicile pour les personnes âgées? Les postes d'ATSEM dans les écoles seront-ils réduits à leur strict minimum? Les fournitures scolaires deviendront-elles payantes? L'école de musique devra-t-elle fermer? Les installations sportives seront-elles maintenues en l'état? Comment pourrions-nous subventionner les associations? La piscine de Loire sur Rhône (financée par un syndicat intercommunal auquel Grigny adhère) sera-t-elle toujours ouverte? L'éclairage public des lotissements privés pourra-t-il toujours être financé par la ville de Grigny? Quel serait le coût de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères?

On pourrait multiplier ces questions par le nombre de services offerts à toute la population. Voilà pour l'aspect local.

Mais derrière la réforme de Sarkozy se cache un véritable projet de société qui est masqué par des dispositions techniques émanant de Bruxelles et de l'OMC en s'appuyant sur l'Accord Général sur le Commerce des Services: c'est cela que nous souhaitons dévoiler pour donner à nos concitoyens l'occasion de saisir l'enjeu et d'empêcher cette réforme qui, si elle est mise en œuvre, deviendra un processus visant à supprimer l'essentiel des communes, et à terme, de tous les départements pour dépecer le territoire national en quelques grandes féodalités assujetties au pouvoir économique et que se partageront alternativement, si le bipartisme triomphe, la droite dure (UMP) et la social-démocratie (PS)*

Les 500 000 élus locaux qui sont les plus proches des citoyens (et donc porteurs de leurs exigences) n'auront plus leur raison d'être puisqu'ils ne pourront plus user de la moindre marge de manœuvre à l'échelon local. Et, une fois supprimés les élus, ce seront les technocrates qui dirigeront les collectivités, comme à Bruxelles! Ils ne seront pas élus et n'auront de compte à rendre à personne, sauf à l'Etat.

Ce même Etat qui pourra ainsi livrer les compétences des collectivités territoriales aux appétits des groupes privés. Cette réforme est aussi une atteinte à la cohésion nationale: car la démocratie locale très riche et originale, qui est au cœur du génie propre de la France depuis plusieurs siècles, est la garantie d'autonomie des collectivités territoriales. Cette particularité est un obstacle pour les ambitions du capital financier dont la profitabilité sera favorisée par un Etat mercantile après avoir été pendant des décennies un Etat Providence.

Coca Cola et TF1 ont de beaux jours devant eux si le peuple de France ne s'empare pas de la question.

* Le prochain numéro du CITOYEN sera consacré à la réforme des collectivités territoriales.

L'UMP LOCALE DE M. ODO PRISE EN FLAGRANT DÉLI DE MENSONGE

Les publications de l'opposition locale se suivent et se ressemblent. Si l'on peut excuser la qualité typographique et la mise en page de la « Newsletter de Grigny ensemble » il ne saurait en être de même du contenu où le mensonge est utilisé à longueur de pages pour pallier l'absence d'arguments et la méconnaissance criante du sujet abordé. Angèle Masala, adjointe au sport a dû rectifier lors de la dernière séance du conseil municipal certaines affirmations plutôt fantaisistes de l'UMP qui préférant la politique de la chaise vide, avait quitté la séance. Monsieur odo dont l'humour est toujours incertain préfère la fuite au débat. C'est bien connu.

DÉCLARATION D'ANGÈLE MASALA LORS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 NOVEMBRE 2009.

Le mois dernier, l'opposition municipale ici présente, signait un tract dont l'un des principaux textes portait sur le sport. Au-delà de la polémique municipale qu'on pourrait estimer de bonne guerre, j'ai lu des propos mensongers que je souhaite rectifier. J'ai lu aussi des propos que j'estime méprisants à l'égard du monde associatif sportif grignerot qui est bien loin de mériter cela et je souhaite également rétablir publiquement leur réalité.

D'abord, concernant ce que M. Odo appelle « l'annexion de 4 000 m² du stade pour la construction de ces édifices », et il parle de ce que l'on nomme communément le projet de l'ancienne Poste, M. Odo estime que « pour répondre aux objectifs de l'avenir, ces 4 000 m² manqueront ». Je crains que M. Odo ne se trompe sur les objectifs de la Ville de Grigny et qu'il ne connaisse pas autant sa ville qu'il le prétend. La surface en question concerne des espaces dont l'usage a évolué : la maison du gardien qui n'a plus lieu d'être, les vestiaires qui sont

réinvestis ailleurs, la plateforme de jeux libres peu utilisée et la piste de skate réformée pour des raisons de sécurité.

Et contrairement aux propos de l'opposition municipale, la Ville de Grigny peut s'enorgueillir de son investissement permanent pour améliorer la pratique du sport, le dernier en date étant la réfection du stade d'honneur homologué pour les matchs en championnat. Les projets allant, pour n'en citer que deux, à la réfection du stade Hoeckel et de celui pour l'entraînement de foot.

Oui, la majorité municipale fait le choix de changer la destination de certaines parcelles de terrain et elle estime réussir à concilier la réponse aux besoins d'accès au sport, au logement, aux besoins d'amélioration des conditions de travail du personnel municipal avec la qualité de l'environnement.

Ensuite, concernant l'inquiétude de l'opposition quant aux « objectifs sportifs » de la majorité municipale : si elle est sincère, alors elle reflète une fois encore la grave ignorance de ces élus sur la réalité de l'engagement municipal dans le domaine du sport qui consiste en la mise à disposition de locaux, de



matériels, de services et de créneaux horaires pour l'utilisation des installations sportives et, enfin, le subventionnement de leur activité et je vais ici me permettre de citer précisément les installations sportives municipales de la Ville de Grigny :

- 1 centre de découverte sportive proposant 17 activités
- 2 gymnases
- 4 terrains de football
- 5 courts de tennis
- 2 terrains de basket
- 1 base nautique
- 1 terrain de bicross
- 1 terrain de volley

Cette ignorance porte aussi sur la réalité de l'engagement de toutes les associations sportives grignerotes et elles sont plus de vingt, dynamiques, offrant une large palette d'activités, constatant au moins une grande stabilité dans leurs effectifs, voire une augmentation, démontrant chaque année leur utilité, mais aussi leur performance, y compris en terme de classements dans les championnats.

Je conclus, Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, en invitant les mili-

tants associatifs à se révolter haut et fort contre cette tentative démagogique de manipulation dont les objectifs ne sont pas de dénoncer d'éventuelles mauvaises conditions d'accès au sport sur la commune, mais simplement d'attaquer l'équipe des élus de la majorité municipale.

Angèle MASALA.
Adjointe chargée des sports
et de la vie associative.

ÊTRE ÉLU DE LA RÉPUBLIQUE, C'EST AVOIR LE SENS DE LA MESURE, C'EST RESPECTER LES INSTITUTIONS LOCALES, LA FONCTION DE MAIRE ET SURTOUT LES RÈGLEMENTS QUE L'ON A PARTICIPÉ À ÉLABORER.

Des qualités qui sont absentes chez Mamar Djeroro. Hurlant, vociférant, insultant, provoquant, ne reconnaissant et ne respectant plus le règlement intérieur qu'il a lui-même voté. Il donne, par cela, une piètre image de la démocratie et de l'élu de la République qu'il est. Mamar Djeroro, est entré définitivement en opposition avec la municipalité tout entière le 10 novembre 2009. Ce comportement a conduit le Maire à saisir le Procureur de la République pour les propos diffamants qu'a tenus l'élu local contre le Maire et les services municipaux.

Il est vraiment des individus qui ne sont pas fait pour gérer les affaires publiques et pour qui l'apprentissage de la démocratie est une épreuve quotidienne, tant ils sont persuadés d'avoir toujours

raison. Mamar Djeroro est de ceux-là. Il en est, pour s'en convaincre que de regarder les séances du conseil municipal sur le site de ViVé (www.vive-fr.org)

Accompagné, en permanence, d'une personne qui enregistre les conversations qu'il peut avoir avec telle ou telle personne, il est clair que M. Djeroro, toujours provocateur, cherche l'incident pour l'exploiter. Triste destin et triste réalité pour celui que le Maire avait hissé à la troisième place de la municipalité en lui confiant la responsabilité des finances locales !

L'être humain finit toujours par dévoiler son vrai visage, tôt ou tard et le côté avenant et ouvert cache parfois une autre facette bien moins prestigieuse qui se révèle à la première confrontation, à

la première difficulté.

Mamar Djéroro a rejoint l'opposition municipale, c'est son choix, celui de l'orgueil, celui de la fermeture et peut être de l'obscurantisme.

Triste parcours, enfin, et regrettable engagement dans un parti politique qui prône pourtant des valeurs humanistes et de fraternité.

Il a eu des prédécesseurs de prestige : Eric Besson, Bernard Kouchner, Jack Lang... Il est naturel que la liste des traîtres s'allonge et déteigne sur la vie politique locale.

Cet épisode douloureux n'empêchera pas au plan de mandat de suivre la programmation définie par la majorité et c'est bien là l'essentiel.

Le CITOYEN

Le groupe Front de Gauche répond à monsieur Odo et son opposition UMP au conseil municipal

À la suite de la publication du recto-verso intitulé «La Newsletter de Grigny ensemble», le groupe des élus Front de Gauche souhaite remettre les pendules à l'heure, afin de rectifier quelques contre vérités qui apparaissent comme la preuve flagrante du manque d'arguments de la part de l'opposition UMP.

Les attaques mensongères, et les allusions douteuses, sont des pratiques malheureusement courantes en politique. Mais à la lecture du document publié par l'opposition, nous sommes en droit de nous remémorer les méthodes vichystes qui autrefois, repandaient le venin populiste à travers les lignes d'un triste journal intitulé «Je Suis Partout».

Pour preuve : les critiques dirigées contre la municipalité sont raccourcies à quelques lignes afin de ne pas trop développer les sujets abordés, et surtout de ne pas tenir compte des tenants et des aboutissants. Le symposium de sculpture en est un des exemples les plus marquants.

LE MENSONGE PAR OMISSION EST LE SPORT FAVORI DE L'UMP

Ainsi, la désinformation de l'opposition municipale fait croire aux Grignerots que le budget du symposium avoisinerait les 50 000 euros. Mais en omettant de préciser que, suite à une demande formulée par M. Odo en conseil municipal et sur accord du maire, la directrice générale des services a communiqué le 15 mai 2009 par mail, le budget précis du symposium. Ce document destiné au maire, à l'élus chargé de la Culture, et au responsable de l'opposition laissait apparaître un coût final

de 24 881,02 euros... Sans compter le prix du marbre qui est de l'ordre de 15 000 euros, transport compris.

Ce qui fait un total d'environ 40 000 euros, soit 20 % de moins que la somme annoncée par l'opposition.

Par ailleurs, la pratique du mensonge par omission développée dans la «Newsletter de Grigny ensemble», évite aux membres de l'opposition de reconnaître que ce symposium ne s'est pas limité à une commande publique des quelques œuvres. Outre le fait qu'il enrichit le patrimoine local, il a aussi permis à trois cents Grignerots de pratiquer la sculpture, grâce à des ateliers qui ont fonctionné en amont du symposium, et dont le coût est intégré dans les 40 000 euros... Ajoutons aussi que le budget de cette manifestation n'a jamais soulevé la moindre critique au sein des six conseils de quartier! Ce qui fait dire au rapporteur du front de Gauche :

« Cette méthode du mensonge par omission est parfaitement la même que celle que vous employez lorsque vous attaquez la Municipalité sur la gestion du budget de la ville : vous dénoncez les dépenses, mais vous vous gardez bien de parler des recettes... et sans jamais proposer un contre budget qui mettrait en évidence votre volonté de casser le service public, tout comme ce candidat que vous avez soutenu lors de la dernière élection présidentielle, et qui est devenu Président de la République. On connaît le résultat : les riches sont devenus plus riches, et les pauvres... plus pauvres. C'est encore et toujours la vieille méthode populiste au service des lobbys finan-

ciers comme nous l'évoquerons ultérieurement lors de cette séance du Conseil Municipal ».

Un autre sujet traité par cette pratique douteuse mérite d'être dénoncé : Il s'agit des attaques frontales dirigées contre le maire de Grigny qui est qualifié de «despote local».

CALOMNIEZ, IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE !

En parcourant les lignes du «Je Suis Partout» Grignerot, nous apprenons que René Balme serait un bolchevique rouge sang, qui, armé d'un couteau entre les dents, dirigerait la Municipalité entre un dictateur qui ne supporte pas la moindre contradiction et qui règne sans partage sur la ville.

Nous, les élus du groupe Front de Gauche, nous affirmons notre solidarité envers René Balme aux cotés duquel nous gérons nos délégation en parfaite autonomie. Le premier rôle d'un maire est de veiller à ce que l'intérêt général soit toujours respecté. Cet intérêt général est défini par le plan de mandat qui nous a conduits à la direction de cette Municipalité. Voilà pourquoi, chaque élu de la majorité est en droit d'émettre un avis qui peut être divergent. Néanmoins, chacune et chacun se doit de respecter l'orientation prise par la majorité. C'est la règle de base de la démocratie. Et cette règle est défendue par tous les membres de la majorité municipale.

D'autre part, cet anti-communisme primaire déversé par l'opposition UMP doit s'inspirer de la célébration de la chute du mur de Berlin. Ce 20ème anniversaire largement relayé par la presse des godillots réunit tous les ingré-

dients de base du populisme, à commencer par un anti-communisme plus largement relayé à l'étranger qu'en Allemagne...

Encore quelques numéros de la «Newsletter de Grigny ensemble», et la police municipale deviendra la Stasi de René Balme... Et pendant qu'on y est, les conseils de quartiers seront des kolkhozes de rééducation politique pour les Grignerots soupçonnés de collaboration avec l'ennemi UMP!

Voilà pourquoi, les attaques proférées par l'opposition municipale sont la révélation d'une haine gratuite qui révèle la personnalité de leurs auteurs.

UNE OPPOSITION PARTICULIÈREMENT AIGRIE

Ajoutons par ailleurs, que le nom de «Balme» n'apparaît jamais sur le document en question, pour éviter la diffamation. Cet aspect présente une aigreur de l'opposition UMP qui doit être manifeste, lorsque les rédacteurs d'un journal local (Le CITOYEN) se permettent de citer très clairement Monsieur Odo. Et pour cause : ce journal a été reconnu par un commissaire de la République comme un organe de presse à part entière, au cours d'un jugement prononcé par le tribunal administratif qui était saisi... par M. Odo !

Voilà pourquoi, à l'instar de ce journal, les élus du Front de Gauche revendiquent haut et fort leurs idées et leur soutien à René Balme.

Le groupe Front de Gauche au conseil municipal de Grigny



RENÉ CHAZOT NOUS A QUITTÉ.

C'est avec beaucoup de tristesse que les militants du Citoyen ont appris la disparition de René Chazot. Dès la création du CITOYEN, René s'était beaucoup investi tant pour l'organisation de manifestations que pour la distribution de notre journal. Discret, mais efficace, René Chazot ne manquait jamais une réunion, ou un rassemblement. Sa présence témoignait de son engagement indéfectible pour la Gauche. Le Citoyen présente ses condoléances à Jacqueline son épouse, et à Fanny et Rémi ses enfants.

Nous souhaitons de tout cœur que le souvenir que laisse René les aidera à surmonter l'épreuve de sa disparition.

Suite de la page 1

peu responsable, parce qu'on vous a conditionné, mais le problème, il est ailleurs ! Il est dans la consommation et la croissance !

Hé oui, tout ce qui arrive mais dont personne n'a parlé à Copenhague et pour cause, c'est la faute du flouze, de l'oseille, de l'artiche.. Du fric quoi! C'est pour cela que le CITOYEN soutient la décroissance! Car c'est le seul moyen de sauver la planète. Consommer moins, beaucoup moins. Aller à l'essentiel en banissant le superflu.

Et si la croissance s'arrête, imaginez ce qui va se passer ! Plus de CAC 40, plus de boursicoteurs qui s'en mettent plein les fouilles, plus de fonds de pension, plus de dividendes à deux chiffres, plus de banquiers qui jouent au Monopoly avec votre argent. Et peut être, plus de délocalisation, le coût de la vie qui diminue, les légumes et le pain au juste prix. Il n'y aura plus aucun intérêt de privatiser le service public. Imaginez ce monde là ! Il est souhaitable, possible si nous décidons de moins consommer ou de consommer plus intelligemment. Et si nous relocalisons l'industrie, l'agriculture... Si le pot de yaourt ne faisait plus que

20 km pour venir dans votre assiette au lieu des 7 600 d'aujourd'hui ! Imaginez, imaginez !

QUAND LE DIEU DE LA FINANCE CHANGE LE CARBONE EN DOLLARS ET EN EUROS

Ce n'est ni à Kioto, ni à Copenhague que les problèmes climatiques et celui, plus crucial encore, de la survie de l'espèce humaine vont trouver une solution à la hauteur des enjeux. Non.



Dans ces sommets là, on parle pognon et l'on imagine la meilleure solution de faire du fric avec l'écologie et la peur du lendemain. On appelle cette façon de faire, le capitalisme vert et les écotartufes qui gravitent autour, les All Gorre, Hulot, Arthus Bertrand ne sont que des marionnettes agitées par les grands de ce monde pour effrayer le bon peuple et le culpabiliser afin qu'il accepte les solutions que le capitalisme propose. Ces solutions, vous les connaissez : payez! Payez encore et toujours. Taxe carbone, TIPP, etc. L'imagination est au pouvoir quand il s'agit de plumer le consommateur, le contribuable et les pauvres en général.

Elle l'est tout autant quand il s'agit de faire des cadeaux somptueux à ceux qui polluent le plus ou qui font le plus de bénéfices.

Le coupable de tous nos maux porte le nom de capitalisme, c'est lui qu'il faut combattre et éradiquer et non pas l'homme. Plaçons l'être humain au centre de toutes les préoccupations et nous sauverons la terre et l'humanité.

Le CITOYEN

Adhésion

j'adhère à l'association et je verse 15 euros par an.
 Je m'abonne au mensuel Le CITOYEN pour un an et je verse 15 euros.
 Nom : _____ Prénom : _____ Code postal : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : Le CITOYEN 18, place Jean-Jaurès 69520 Grigny France. Chèque à l'ordre de Association Le CITOYEN.

Le CITOYEN utilise et défend le logiciel libre.

Pour la réalisation de ce numéro, nous avons utilisé :
SCRIBUS
<http://www.scribus.net>
Open Office
<http://fr.openoffice.org>
The GIMP
<http://www.gimp-fr.org>

LE CITOYEN

Directeur de la publication : Association Le Citoyen.
 Rédacteur en chef : Christian Goubert
 Comité de rédaction : le bureau de l'association Le CITOYEN
 Mise en page : Le Citoyen
 Imprimerie : Contact : Le Citoyen
www.le-citoyen.org
 Miel : infos@le-citoyen.org
 Prix au N° : 1 euro
 Abonnement : 11 N° : 10 euros
 N° ISSN 1774-1041.
 Dépôt légal à parution.
 N° 33 - Décembre 2009.

